

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Anand Manchiraju, 2024

Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post-CH-AG

MAROC

La grand-messe du foot et de l'indécence

Un Maroc «propre» et en pleine expansion économique, voilà l'image que l'on présente aujourd'hui aux spectateur/trices de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), la grande compétition africaine de football qui se tient dans le pays. En 2030, on enchaînera avec la Coupe du Monde, coorganisée avec le Portugal et l'Espagne.

Le Maroc entre dans la cour des grand·es, on se hasarde même à évoquer des enjeux de civilisation! La Coupe du Monde, belle affaire, mais doublée de la CAN, alors là c'est le pompon. Cela permet au royaume de cultiver des relations plus que cordiales avec ses partenaires européens, de l'Est et du Sud. Le Maroc est avant tout un État africain et ses partenariats économiques et stratégiques avec les États «frères» sont essentiels. C'est là une belle occasion de les renforcer.

Quelques milliards ont été investis pour accueillir ces grandes compétitions et en profiter pour moderniser le pays. Les réseaux de transport, les aéroports, la 5G sur une grande partie du territoire, des quartiers entiers rénovés, des façades blanchies pour faire propre,

quelques stades gigantesques pour faire valoir que le pays n'est pas à la traîne, bien au contraire. La machine économique tourne à plein régime... mais pas pour tout le monde, on le sait bien.

Les pauvres ont été expulsé·es de leurs quartiers. Mais vers où? On ne sait pas encore. Iels resteront des spectateur/trices lointain·es, le stade ne sera pas accessible pour toutes, c'est certain. On pourra toujours aller crier sa joie dans la rue si le Maroc gagne, c'est une manière comme une autre de se sentir partie prenante de la nation victorieuse. Comme me l'a suggéré lors un entretien pour radio Zinzine¹ l'ami Alpha Camara de l'ALECMA (Association Lumière sur l'Émigration au Maroc), s'ils n'arrivent

pas à remplir les stades, alors peut-être les personnes subsahariennes auront-elles la possibilité d'y accéder, et peut-être lèvera-t-on quelques restrictions de circulation. Mais tout ça sous le signe d'un utilitarisme indécent pour celles et ceux qui ne sont pas convié·es à la grand-messe footballistique.

Les Noir·es qui erraient dans les rue de Rabat à la recherche de travail ou de quelques dirhams pour survivre sont devenu·es quasi invisibles. Iels se cachent parce que les arrestations vont bon train. Même les femmes se font arrêter, et ça c'est plutôt nouveau. Mais il n'y a pas qu'elles. Dans les nouveautés, il y a aussi les personnes noires, bien sûr, venues simplement prendre le bus à la gare routière par exemple, qui se font interroger pour des contrôles d'identité. Les guichetier·es ont pour consigne de demander des papiers en bonne et due forme aux voyageur·euses qui ne sont pas de la bonne couleur. Quand bien même iels auraient une carte de séjour tout à fait régulière ou une attestation de demandeur·euse d'asile du HCR, iels se voient embarqué·es par des policiers hostiles et placé·es en garde à vue comme de vulgaires délinquant·es. Grande est l'humiliation. On les relâche très rapidement mais iels auront, encore une fois, été soumis·es à l'épreuve d'une discrimination accablante.

Comme le souligne Nadia Khrouz, présidente du GADEM (Groupe Anti-raciste de Défense et d'accompagnement des Étrangers et Migrants)², les droits revendiqués par la GenZ et pour les étranger·es désirant s'installer au Maroc ne peuvent que se nourrir des revendications portées par les un·es et les autres.

Mais que font le HCR, l'OIM et autres organisations en charge de la protection et de l'accompagnement des personnes exilées? Suite aux coupes budgétaires imposées aux grandes organisations onusiennes par l'administration Trump, elles se débattent pour sauvegarder le peu de capacités accompagnatrices qui leurs restent. Il faut rappeler que le HCR a un rôle prépondérant dans cet accueil. C'est le premier bureau auprès duquel les réfugié·es peuvent se rendre pour demander une protection, où leur sera fourni un certificat de demandeur·euse d'asile, c'est le premier pas. Le reste ne sera qu'un long et tortueux chemin labyrinthique pour arriver à une éventuelle (et rare) légalisation. Celles et ceux qui arrivent jusqu'au BRA (Bureau des Réfugié·es et Apatrides du ministère des affaires étrangères) pour demander une attestation de résidence, après avoir obtenu l'Acquis de Droit du HCR, sont très peu nombreux/ses. Je n'ai pas de statistiques qui pourraient donner une idée du pourcentage de personnes qui arrivent à obtenir des papiers par rapport aux demandes mais, selon les témoignages, il y en a très peu. Même si le HCR et ses partenaires mettent en place des initiatives pour faciliter l'intégration des réfugié·es et leur accès aux droits, l'absence de carte de séjour les maintient dans une situation de précarité: leurs droits reconnus par la Convention restent difficiles à exercer. De plus, la dépendance vis-à-vis du HCR et de ses partenaires limite leur autonomie. En toute logique, en l'absence de carte de séjour, les réfugié·es se retrouvent souvent dans une situation de dépendance constante envers l'aide humanitaire, ce qui entrave leur capacité à s'intégrer pleinement dans la société marocaine. Mais nous n'avons pas de leçons à donner quant à l'accueil qui leur est réservé de ce côté de la Méditerranée.

Aujourd'hui l'arrivée en masse de Soudanais·es qui fuient leur pays en guerre ou les camps de réfugié·es du Tchad bouleverse un tant soit peu l'ordre établi. Les communautés de migration historiques, celles de l'Afrique de l'Ouest principalement, ont trouvé un équilibre précaire grâce à un système de représentation qui leur permet de négocier avec le pouvoir marocain et leurs ambassades respectives. Les exilé·es et migrant·es peuvent se tourner vers leurs représentant·es en cas de problèmes. Ce n'est pas le cas des Soudanais·es, qui n'ont pas d'organisation communautaire pour le moment, et sortent de situations très dures. Les souffrances du trajet sont immenses et la majorité

des femmes ont subi la guerre, les viols et la traite humaine. Elles sont de plus en plus nombreuses, on le constate dans les foyers d'accueil de l'AMI (Assistance pour l'Intégration des Migrant·es).

Les foyers de l'AMI

Les trois foyers que gèrent les agentes de terrain de l'AMI, Naomie et Odette assistées de Nadine et Harci, sont toujours surchargés. On tente de restreindre l'accueil mais c'est impossible. Refuser à une femme et ses enfants de l'abriter lorsqu'elle subit les violences de la rue n'est pas envisageable. Naomie, qui gère deux des foyers soutenus financièrement par le FCE, déplore cet état de fait et souhaiterait pouvoir ouvrir d'autres appartements d'accueil, mais les financements manquent et les refuges sont rares. Que faire?

Le quotidien n'en est que plus difficile. Vivre à six ou huit femmes et leurs enfants dans trois chambres, un salon et une cuisine donne forcément lieu à des tensions. Il faut pouvoir les apaiser, trouver un rythme pour les repas, tenter d'insuffler un esprit d'entraide, et ce n'est pas gagné parce que la «route» ne pousse malheureusement pas à l'esprit de solidarité. Chacune doit s'en sortir et on ne raconte pas sa vie aux autres au risque d'être dénoncée, jalousee ou rejetée; la concurrence est rude. Prendre le temps de discuter, de recomposer un rapport social, d'apaiser si cela est encore possible, voilà des missions que nous aimerais pouvoir remplir.

Odette, qui gère un des foyers de l'AMI, nous donne quelques informations et nous parle des difficultés quotidiennes rencontrées ces derniers mois: «*J'ai accueilli des femmes de six nationalités différentes, deux Soudanaises, deux Éthiopiennes, trois Guinéennes, deux Ivoiriennes et une Congolaise de Brazzaville. Les problèmes rencontrés sont vraiment complexes, elles demandent beaucoup de choses qui nous sont impossibles: une assistance totale, des repas différents selon leur culture culinaire, de subvenir à leur soins intimes, à l'alimentation des bébés et à l'achat des couches. Les incompréhensions entre elles provoquent des disputes inutiles que l'on doit gérer au quotidien. Des questions, telles que: 'Et après ici, qu'est ce que je dois faire? Vous allez toujours nous soutenir? Que vais-je devenir quand je quitterai ce foyer? Retourner au pays ne va pas résoudre mon problème'. Tout ça, c'est impossible à gérer avec les moyens que nous avons. Pour les grossesses et les maladies, l'association marocaine MS2 (Maroc Solidarité Médico Social) intervient, mais ce qui nous fatigue, ce sont les urgences nocturnes. Par ailleurs, ce que je remarque, c'est que certaines d'entre elles ne viennent pas de leur propre gré, mais parce qu'elles sont confrontées, dans leur exil, à des choses auxquelles*

elles ne s'attendaient pas et qu'elles ont peur de retourner dans leurs pays, par honte et crainte d'être rejetées. En ce moment, nous hébergeons une maman congolaise de 68 ans. Elle aussi ne veut pas rentrer au pays. C'est compliqué pour nous. Celles qui ont fait une demande d'asile ont aussi de sérieux problèmes car le HCR n'arrive plus à les assumer».

Un centre socio-culturel AMI

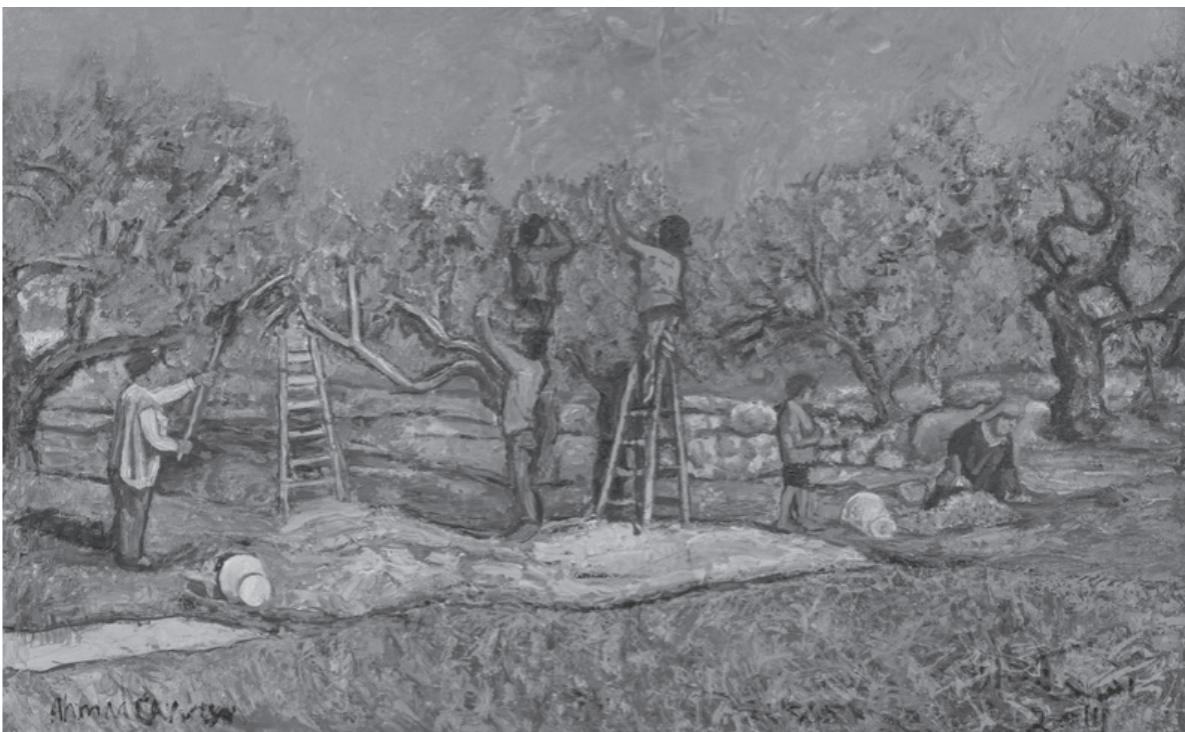
Pour cela, nous sommes en passe de démarquer un projet de centre socio-culturel et une crèche qui pourrait accueillir les femmes des foyers de l'AMI mais aussi d'autres qui ont besoin d'être accueillies, de faire garder leurs enfants pour aller chercher du travail ou de l'argent, se former. Et puis aussi des femmes du quartier, parce que la mixité sociale, c'est le début de la paix. Des ateliers d'alphabétisation parce que c'est la première demande qu'elles expriment (beaucoup ne savent pas écrire) et de langues pour continuer le voyage. Des ateliers de dessin ou d'écriture, de photographie ou de réalisation de films, des occasions de faire la cuisine ensemble ou de s'entre-former à la coiffure et à l'esthétique, voilà les ambitions d'un tel projet. On en rêve, on en parle, on a mille idées parce qu'on ne peut se résoudre à la misère et la souffrance. Parce qu'après avoir dit non à des situations invivables, avoir laissé des enfants au pays, lorsqu'on a fait un tel trajet et qu'on ne sait pas ou plus où l'on voudrait aller, alors une pause s'impose. Et, si elle est constructive, alors le chemin parcouru n'est pas vain.

Beaucoup ne veulent pas traverser la mer pour venir en Europe, elles préféreraient rester en Afrique, et pourquoi pas au Maroc? Mais c'est difficile de se projeter dans un pays qui, à l'instar des pays européens, ne souhaite pas les accueillir et où la lutte pour la survie quotidienne est épisante.

Marie-Pascale Rouff
FCE-France

1. <<https://radiozinne.org/emissions/PAI/2025/PAI20251204-423.mp3>>

2. <<https://radiozinne.org/emissions/PAI/2026/PAI20260101-426.mp3>>



Ahmad Canaan, huile sur canevas, 2014

CISJORDANIE

Récit d'un voyage en Palestine: agroécologie et résistance

En cette fin d'année 2025, nous avons effectué un voyage de solidarité d'un mois et demi en Palestine afin de soutenir des paysan·nes palestinien·nes. Malgré l'ambiance lourde et affectée par le génocide à Gaza, la colonisation, l'apartheid et les guerres alentours, nous avons rencontré de nombreux projets inspirants menés par des Palestinien·nes. C'est ce foisonnement d'initiatives et leurs contextes difficiles que nous souhaitons partager. (1^e partie)

Notre voyage commence à Amman, capitale de la Jordanie. Israël contrôle tous les points d'accès à la Palestine, le choix est donc restreint: on entre par l'aéroport de Tel Aviv ou bien par la Jordanie. C'est cette dernière option que nous avons choisie, bien qu'elle implique de traverser 3 check-points, palestinien, israélien et jordanien. Pour les Palestinien·nes, le choix n'existe pas, cette entrée est la seule qui leur est autorisée. Déjà à la frontière, nous, occidentaux, traversons avec un bus moderne, tandis que celui réservé aux Palestinien·nes semble sorti d'une autre époque. Ce n'est que le premier aperçu d'un système d'apartheid que nous allons découvrir.

Arrivé·es en Palestine, nous avons rendez-vous chez notre ami Saad, à qui deux d'entre nous avaient déjà rendu visite en janvier 2024, dans un village perché entre les terrasses d'oliviers, entre Ramallah et Naplouse. Au village, tout le monde a des oliviers et nous aidons Saad à récolter les siens. Les oliviers sont une source de subsistance pour de nombreuses familles qui consomment ou vendent l'huile et les olives transformées. Cet arbre est incroyable: il pousse tout seul, ne demande pas beaucoup d'eau et peut vivre des centaines d'années. Le peuple palestinien en a fait un symbole de résistance,

surtout depuis que les colons les arrachent. Cette saison de récolte a été particulièrement difficile: 11.500 oliviers ont été arrachés par l'armée israélienne et les colons durant ces trois derniers mois¹. Et en termes d'attaque de colons contre des Palestinien·nes, le mois d'octobre a été le plus violent jamais enregistré depuis 2006². Comme si ça n'était pas suffisant, les arbres n'ont produit qu'un dixième de la récolte habituelle, en raison de la sécheresse, du jamais vu depuis 1960.

Concernant les attaques, le village est relativement préservé: les colons du coin préfèrent attaquer le village voisin, où ils ont déjà accapré l'une des deux sources d'eau (la deuxième est maintenant surveillée jour et nuit par les habitant·es...). Mais les colons ne sont jamais loin: au cours des derniers mois, ils ont été aperçus dans le coin en train d'étudier des cartes. Alors on s'inquiète sérieusement au village: quels sont leurs plans? Vont-ils également accaprer la source³? Un habitant nous explique que l'apartheid concerne aussi les ressources en eau. Les Palestinien·nes ont toujours un réservoir d'eau sur leur toit, car l'eau peut être coupée pendant plusieurs semaines. Cependant, les autorités ne coupent jamais l'eau des colonies, même pas une heure. Le stockage d'eau est

donc une nécessité pour les Palestinien·nes.

Dans le village, nous rencontrons plusieurs membres du Forum Agroécologique Palestinien, qui s'est donné pour but de promouvoir l'agroécologie comme outil de résistance. Nous avons la chance de participer à une distribution de semences organisée par le Forum et financée par des dons de particulier·es à l'étranger. Les paysan·nes se succèdent toute la matinée pour récupérer leurs graines, une tonne de semence est distribuée à une cinquantaine de personnes. Les semences sont reproducibles, et nos ami·es espèrent que l'initiative fera naître une envie de retour à la terre. Plus qu'une envie, c'est une nécessité: les

déplacements en Cisjordanie sont toujours plus compliqués, et il n'est pas sûr que les semences pourront toujours voyager librement demain. C'est dans ce contexte, et avec la conviction que l'agriculture paysanne permet l'autonomie à celleux qui la pratiquent, que les membres du Forum tentent de faire vivre la paysannerie sur leur parcelle: Mahmoud⁴ est éleveur de brebis et apiculteur au village, tandis que Nour vit à Ramallah mais a acheté une parcelle pour y planter des arbres et en faire un lieu de rencontre et de transmission. Avec Saad, une fois les olives pressées, nous plantons patates, oignons, ail, fèves et radis entre les oliviers. Dans un village voisin, Laïla cultive des légumes qu'elle vend à prix libre lors d'une journée conviviale de récolte collective où elle cuisine pour tout le monde. De son côté, Marwan a planté vignes et pêchers sur une parcelle familiale, où il cultive également des légumes. Depuis sa sortie de prison, il préfère travailler la nuit et nous offre chaque soir, lorsque nous le rencontrons, un café pour le matin suivant. Il est sensible à la beauté de la montagne où il aime passer ses nuits et a beaucoup d'humour. On a du mal à imaginer une telle personne en prison, mais la réalité est ainsi: en ce moment même, Israël détient plus de 11.000 prisonnier·es palestinien·nes, dont plus de 3500 sous le régime de «détention administrative»⁵, c'est-à-dire que les prisonnier·es ne connaissent pas la raison de leur incarcération. Un simple post face-book peut les envoyer en prison, et chaque déplacement est un risque de se retrouver face à l'occupant·e et son bon vouloir. La détention de masse est un des outils de contrôle de la population et, bien évidemment, nos ami·es du village sont également concerné·es. La plupart ne sont pas bavard·es sur ce qu'ils ont subi en prison, mais les quelques témoignages que nous recevons confirment ce que nous savons, grâce au travail des ONG, sur les conditions de détention épouvantables et inhumaines imposées aux prisonnier·es palestinien·nes⁶.

Pour en savoir plus sur la répression et le système colonial, nous nous rendons à Bil'in, village bien connu pour sa résistance pacifiste

contre le mur de séparation qui enferme les Palestinien·nes de Cisjordanie⁷. Ici, les habitant·es du village se sont mobilisé·es pendant des années pour empêcher le mur de traverser leur village. Après une victoire en justice en 2007, le mur a été déplacé plus loin du village et une ferme s'est installée sur les terres regagnées en 2016. C'est la ferme où nous logeons et elle est juste en face d'une des plus grandes colonies de Cisjordanie (Modi'in Illit, plus de 80.000 habitant·es). Nous sommes séparé·es d'elle par le mur qui s'étend entre les collines. Nous sommes surpris·es du contraste entre le vert de la ferme et des terrasses d'oliviers de notre côté, et la tristesse des immeubles en béton du côté des Israélien·nes. Nous sommes tellement proches que les bruits de la colonie accompagnent le quotidien de la ferme: on entend les voix, la musique, les bruits des chantiers... Mais ce sont pourtant deux mondes qui s'opposent, de façon absurde. Tandis que les colons se croient sûrement «protégés» par le mur qui les enferme, les Palestinien·nes regrettent de ne pas pouvoir atteindre la mer. Le mur n'est malheureusement pas le seul obstacle à la liberté de circuler des Palestinien·nes: même à l'intérieur de la Cisjordanie, les check-points omniprésents leur rendent tout déplacement compliqué ou temporairement impossible.

Sur la ferme, tout est pensé comme un outil de résistance: on prend le thé sur une

terrasse avec vue sur la colonie et, de tous les bâtiments, ce sont les toilettes qui bénéficient de la vue la plus panoramique. Toutes les constructions sont légères et démontables: nous sommes en zone C⁸, où les constructions en dur sont interdites. On cultive de tout sur les buttes du jardin, du choux à la papaye, en passant par la citronnelle. Une attention toute particulière est accordée à la constitution du sol, en utilisant du compost et du fertilisant écologique produit sur place, et la belle terre de la ferme contraste avec le sol pauvre et caillouteux que l'on trouve dans la région. La suite du récit la semaine prochaine!

Julie et Vera
FCE - France

1. Applied Research Institute Jerusalem ARIJ

2. <<https://news.un.org/fr/story/2025/11/1157877>>

3. Le 26 décembre 2025, juste après la rédaction de cet article, un ami nous a informé que 50 colons armés sont entrés dans le village. Ils se sont rendus aux sources d'eau et ont détruit des plantes aux alentours. Les habitant·es sont plus préoccupé·es que jamais.

4. Les prénoms ont été modifiés.

5. ONG israélienne Hamoked, sur la base de chiffres fournis par l'IPS (Administration Pénitentière israélienne). <<https://hamoked.org/prisoners-charts.php>>.

6. Par exemple, le rapport de l'ONG israélienne B'Tselem (bienvenue en enfer), juillet 2024 <https://www.btselem.org/publications/202408_welcome_to_hell>.

7. Voir par exemple le film *5 caméras brisées*, Emad Burnat et Guy Davidi, 2011.

8. Selon le découpage de la Cisjordanie en 3 zones lors des accords d'Oslo en 1995, sensé être temporaire. La zone C représente 60% du territoire, est la seule bande de terre continue et se trouve sous contrôle civil et militaire israélien.

de la misère et de la faim, afin d'attirer l'attention et de demander l'aumône. Le plus important, c'est que quelqu'un·e les regarde et les écoute. Peut-être même que cela aidera?

Mais même si l'on trouve une oreille attentive, même si quelqu'un envoie 25 euros et que l'on peut aujourd'hui se remplir un peu l'estomac, on ne sait pas ce qui se passera demain.

À cela s'ajoutent des difficultés fiscales. Aujourd'hui, il n'y a presque plus d'argent liquide dans la bande de Gaza. Et les sociétés de crédit et les banques en Israël et dans le monde entier empêchent les donateur·trices d'envoyer de l'argent aux habitant·es de la bande de Gaza. Cela vaut également pour les petits montants transférés directement aux familles. La commission pour les transferts d'argent peut atteindre 45 %¹.

GoFundMe, par exemple, a gelé les transferts d'argent vers Gaza provenant de dons de plusieurs millions d'euros, en raison d'une procédure dite de vérification et d'autorisation visant à garantir que les bénéficiaires ne sont pas impliqués dans des activités terroristes.²

Il n'y a plus de services bancaires à Gaza, mais il existe des bureaux de change – souvent tenus par des personnes qui utilisent des distributeurs automatiques et pratiquent des taux d'intérêt exorbitants – et la possibilité d'échanger des cryptomonnaies contre de l'argent physique, dans un contexte de pénurie critique d'argent physique.

De l'individu au collectif

Dina et Mohammed vivent dans le camp de réfugié·es de Maghazi (au centre de la bande de Gaza).

Mohamed et Dina ont décidé non seulement de nourrir leurs trois enfants, mais aussi d'essayer d'approvisionner les habitant·es du camp en nourriture et en eau. Plus de 100 personnes en dépendent. Iels ont mis en place une cuisine communautaire³ dans le camp de réfugié·es.

Les habitant·es du camp sont mobilisé·es pour des tâches telles que l'approvisionnement en nourriture, la cuisine et la distribution. Le bénévolat aide les gens à sortir d'une situation d'urgence et à passer à l'action. Là où Israël a tenté de détruire le tissu social, Dina et Mohammed s'efforcent de reconstruire une communauté. Plutôt que laisser la faim et la misère les isoler pour protéger leur famille, iels essaient d'agir solidialement pour garantir la sécurité alimentaire, mais aussi pour reconstruire l'espoir d'une vie commune.

Les défis sont nombreux. Outre l'approvisionnement en fonds et en denrées alimentaires, il y a l'aspect humain, la confrontation avec d'autres personnes dans le besoin, avec des personnes affamées qui craignent que, en raison de la longue file d'attente, il ne reste plus rien pour leurs enfants. Parfois, les gens perdent patience. Et pourtant, Dina, Mohammed et les bénévoles s'efforcent toujours de traiter chaque personne qui vient ici, qu'elle soit connue ou inconnue, comme un être humain. Même lorsque les marmites sont vides. Même lorsque quelqu'un double dans la file d'attente. Malgré leur propre situation difficile, iels essaient de voir la détresse des autres.

PALESTINE

Une cuisine communautaire à Gaza

Depuis l'attaque du Hamas contre Israël et les terribles destructions causées par la guerre qui a suivi, Noa vit avec un sentiment amer d'absurdité: «Comment se fait-il que nous soyons si éloignés des habitant·es de Gaza, prisonnier·es de l'habitude de la séparation, alors que nous ne sommes qu'à une demi-heure les un·es des autres? Et ce n'est pas tout: nous ne sommes séparé·es que par un écran de téléphone portable et un message WhatsApp, comme si nous pouvions simplement nous parler si nous le voulions...». Mais elle n'avait rien fait jusqu'au jour où elle a reçu un message de Mohammed.

«Bonjour Noa, je suis Mohammed, ton ami de Gaza.»

«Bonjour Mohammed, je suis Noa, ton amie de Tel Aviv.»

Après le 7 octobre, Mohammed envoie un message depuis Gaza à Noa, qui vit à Tel-Aviv, via les réseaux sociaux. Iels ne se connaissent pas. Noa craint qu'il s'agisse d'une tentative d'escroquerie, mais décide néanmoins de répondre.

Mohammed fait partie des milliers de personnes à Gaza qui cherchent des moyens de survivre. Le contrôle israélien sur les denrées alimentaires entrant dans la bande de Gaza n'a pas commencé avec la guerre actuelle. Immédiatement après l'imposition du blocus sur Gaza en 2007, Israël avait imposé des restrictions sur la quantité et la composition des denrées alimentaires entrant dans la bande de Gaza. Pendant les mois de guerre depuis octobre 2023, Israël a utilisé la nourri-

ture comme moyen de pression, et affamer la population de Gaza est devenu une politique officielle.

Selon les données du Programme Alimentaire Mondial, moins de 5 % des terres agricoles de la bande de Gaza sont désormais disponibles pour la culture. Certain·es ont réussi à créer de petits potagers, mais il n'y a presque pas de fruits, peu de légumes, et tous les produits frais sont rares et chers. La plupart des habitant·es se nourrissent de conserves, de pain et de lentilles, dont les prix fluctuent constamment. En juillet 2025, le prix d'un kilo de farine était d'environ 23 euros. Pour manger, il faut trouver de l'argent.

De nombreux habitant·es de Gaza ont développé la méthode de mendicité du 21^e siècle: les réseaux sociaux. Certain·es utilisent Instagram, d'autres TikTok ou Facebook. Certain·es commencent leur histoire par une courte vidéo de chats avant de parler

La cuisine se compose d'un appareil en fer qui sert de cuisinière. Une petite camionnette équipée d'un réservoir et d'un tuyau d'arrosage apporte de l'eau potable qui peut être stockée dans des bidons en plastique. Iels ont trouvé du combustible et quelques grandes casseroles et ont commencé à partager le peu qu'iels ont avec les habitant·es de Maghazi. Iels ont également pris des photos et les ont envoyées aux donateur/trices, afin de prouver l'utilisation qui a été faite de l'argent, mais aussi pour essayer de collecter un peu plus de soutien financier pour la nourriture du lendemain.

Mohammed a proposé à Noa de devenir ami·es sur les réseaux sociaux. Noa, Mohammed et Dina ont commencé à correspondre par messagerie instantanée. Elle leur a envoyé des photos. Eux aussi. Elle a posé des questions et y a répondu elle-même, avec simplicité et sensibilité. Iels ont parlé de la vie, de la famille, d'opinions politiques. De la faim, d'Israël, du Hamas et de l'espace qu'ils partagent. C'est ainsi qu'un lien s'est créé.

Surmonter les obstacles

Noa s'est mise au travail. Face aux obstacles imposés par les gouvernements et les frontières, elle a créé un réseau de soutien composé de citoyen·nes⁴.

Elle a mis en place un site web de collecte de fonds, envoyé des messages à ses connaissances et, avec l'aide d'ami·es, ouvert un compte bancaire au Canada afin que les fonds collectés ne puissent pas être saisis.

Noa a également eu l'idée d'«adopter» une famille de Gaza. Une famille à Gaza a besoin

d'environ 850 euros par mois pour pouvoir manger deux fois par jour. Si 10 personnes se regroupent pour collecter cette somme et s'engagent à faire un don mensuel, Mohammed et Dina savent qu'iels auront au moins ces deux repas par jour.

Le réseau de soutien est constitué de réseaux indépendants les uns des autres, composés d'un groupe de personnes qui soutiennent une famille à Gaza. Chaque réseau dispose d'une ou deux coordinatrices qui collectent les dons (actuellement financiers) et les transmettent à la famille. La coordinatrice est également chargée de rester en contact avec la famille et de répondre aux demandes des membres du réseau. Bien que chaque réseau soit légèrement différent, la plupart du temps, les accompagnateur·trices sont également invité·es à prendre contact personnellement avec la famille. L'initiative est organique, dynamique et évolutive. Elle se développe grâce aux familles et aux accompagnateur·trices qui y participent.

Gal Karniel*
FCE - France

* Gal, elle-même israélienne et membre du FCE, a reçu en novembre 2025 des informations sur le réseau et une demande d'aide financière. Elle a fait des recherches, recueilli des informations et parlé aux personnes impliquées dans le projet. Elle a vérifié s'il existait réellement et si l'argent provenait bien du Canada vers la bande de Gaza. Depuis lors, le FCE soutient cette initiative. Voir également son article, *Israël Palestine - Au jour le jour*, publié dans Archipel 332 de janvier 2024.

1. Nir Hasson, Haaretz, 3 janvier 2026.
2. Al Jazeera, 26 juin 2025.
3. <https://gazacommunitykitchen.com/>
4. <https://www.gazasupportnet.com/>

Contexte

La politisation ciblée de la bureaucratie israélienne vis-à-vis des organisations internationales s'est déjà manifestée par le transfert de la responsabilité de ce portefeuille du ministère israélien du Travail et des Affaires sociales au ministère politiquement occupé des Affaires de la diaspora et de la lutte contre l'antisémitisme, dirigé par Amichai Chikli. En conséquence, l'équipe humanitaire des Nations unies, qui représente diverses agences de l'ONU et plus de 200 ONG internationales et locales, s'est fermement opposée à cette mesure et a mis en garde contre ses conséquences catastrophiques. Dans une déclaration commune, les ministres des Affaires étrangères de la France, du Royaume-Uni, du Japon, du Canada, du Danemark et de cinq autres pays ont également critiqué cette décision et exigé son annulation. À ce jour, le gouvernement fédéral allemand ne figure pas parmi les signataires de cette déclaration. Il convient de rappeler que la Cour internationale de justice de La Haye a déclaré, dans son avis du 19 juillet 2024, que la présence d'Israël en tant que puissance occupante dans les territoires palestiniens occupés était illégale, mais pas le travail humanitaire effectué sur place. Le travail des 37 organisations et de leurs partenaires palestiniens respecte les principes humanitaires. Leurs critiques à l'égard des actions du gouvernement israélien se fondent sur le droit international et d'autres traités relatifs aux droits humains. Si le gouvernement fédéral allemand souhaite respecter ses obligations juridiques également dans le cas d'Israël et de la population palestinienne ayant droit à une protection, une prise de position en faveur des dix gouvernements susmentionnés constituerait un premier pas, même s'il est modeste. D'autres mesures visant à faire respecter le droit devraient suivre.

HAUT-PARLEUR

Palestine – Israël: interdiction des organisations humanitaires

Le 30 décembre 2025, le gouvernement israélien a annoncé la révocation des enregistrements jusqu'alors valables de 37 organisations humanitaires internationales à Gaza, en Cisjordanie et en Israël. L'enregistrement de l'organisation humanitaire *Medico international*, basée à Francfort, a également été révoqué.

Tsafrir Cohen, directeur général de l'organisation, commente ainsi l'interdiction: «Nous rejetons catégoriquement la décision du gouvernement israélien. Le gouvernement israélien porte atteinte au droit du peuple palestinien à l'aide humanitaire, inscrit dans le droit international, et tente ainsi de l'isoler davantage.» Le gouvernement israélien tente, par le biais de mesures administratives arbitraires introduites en mars 2025 à l'encontre des ONG internationales, de restreindre et de contrôler de manière exhaustive l'aide humanitaire. Les exigences relatives au réenregistrement des activités et de la présence des organisations internationales dans les territoires palestiniens occupés par Israël en violation du droit international ont été délibérément formulées de manière vague et excluaient de

facto toute critique à l'égard des actions du gouvernement israélien. D'autres aspects des nouvelles exigences sont inacceptables pour des raisons juridiques et autres, telles que la transmission des données personnelles des employé·es ou la divulgation des moindres détails de la planification des projets – en bref, des exigences imposées aux organisations indépendantes, telles qu'elles sont connues depuis longtemps, notamment dans des pays tels que la Russie, l'Inde et d'autres. Tsafrir Cohen, directeur général de medico, poursuit: «Le gouvernement israélien diffuse des accusations graves sans fournir de preuves – c'est de la démagogie, dans un pays où le droit international est délibérément ignoré. Si la criminalisation visait initialement les organisations palestiniennes

de défense des droits humains, d'autres mesures coercitives ont également touché des collègues israéliens. Cette campagne s'étend désormais à l'aide internationale.» La suppression du travail humanitaire de medico international concerne également les deniers publics allemands. Cohen adresse donc la demande suivante au gouvernement fédéral allemand: «Depuis des années, le gouvernement allemand se contente de discours, mais il faut désormais passer à l'action. Nous exigeons que le gouvernement allemand se range aux côtés des organisations de défense des droits humains et d'aide humanitaire et défende leur espace de travail.»

Medico International

Voyage hivernal dans l'Est (2ème partie)

Que deviennent les initiatives locales qui avaient vu le jour spontanément dans les régions frontalières ukrainiennes après l'invasion russe de 2022? Les volontaires étrangers y sont-ils les bienvenus? Au dernier jour de novembre, nous avons chargé notre vieille voiture de jus de pomme maison et entrepris un voyage de 3000 kilomètres pour trouver des réponses.

La première partie de cet article se concentrerait sur Kramatorsk, où nous avons rencontré les bénévoles de *Vsi Poroutch (Tous ensemble)*, une organisation d'environ 80 bénévoles qui distribue de l'aide humanitaire, surtout des médicaments, aux soldat·es et aux civil·es et évacue aussi les gens des petites villes et villages environnants, systématiquement bombardés par les Russes.

Ce deuxième volet est le récit de nos rencontres à Kharkiv et Sumy.

Kharkiv, la ville d'exception

D'abord et avant tout, pour les habitant·es de Kharkiv mais aussi d'ailleurs, la deuxième agglomération du pays en termes de population possède une aura très particulière. Elle a la réputation d'être ville rebelle, et elle le montre encore dans les circonstances extrêmes existantes depuis février 2022. Le dynamisme du bénévolat local n'a pas d'égal, et les images des fêtes de rue où les gens chantent et dansent entre deux tirs de roquettes ont impressionné le monde entier. Si Kharkiv n'a pas pu être conquise par les Russes au début de la guerre, c'est principalement grâce aux unités d'autodéfense locales.

De retour à Hell's Kitchen

Nous avions rencontré Yehor, Luda Horoshko et leur équipe en mai 2024. À l'époque, les Russes avaient lancé une offensive au nord-est de Kharkiv et l'ambiance était tendue. Même si la ville est actuellement encore bombardée quasi quotidiennement, l'ambiance y était plus détendue cette fois-ci. La ville se préparait

pour Noël et semblait vivre pleinement. Au début de la guerre, les Horoshko avaient fermé leur florissante entreprise d'informatique, et installé une cuisine solidaire dans un souterrain du centre de la ville. Avec un groupe de bénévoles, iels y préparent aujourd'hui quotidiennement jusqu'à 1500 repas chauds, livrés principalement aux hôpitaux, et y fabriquent beaucoup de pain. Iels se souviennent encore bien de nous, même après un an et demi sans se voir. L'ambiance dans la cuisine est détendue, ça rigole. Un jeune bénévole s'est un peu moqué quand nous avons livré notre jus de fruits et nous a demandé pourquoi nous n'avions pas apporté de cidre. Nous lui avons promis que ce serait pour la prochaine fois. L'équipe est composée surtout de très jeunes gens et de personnes de plus de 60 ans.

Yehor et Luda nous ont assuré que les bénévoles étranger·es étaient les bienvenu·es et qu'iels seraient bien pris en charge. C'est aussi ce qu'on peut lire sur les pages de *Hell's Kitchen* sur les réseaux sociaux.¹

Le collectif *Hell's Kitchen* fait d'ailleurs partie de *Volunteering in Ukraine*, un réseau d'organisations ukrainiennes qui accueillent des volontaires. Sur leur site on trouve d'autres organisations, dont nous connaissons certaines.²

Nous avons eu la chance de passer deux nuits dans un appartement en centre-ville, d'où on entendait le bruit sourd des bombes, mais heureusement pas trop proche. De nouveau, nous avons été impressionné·es par la propreté de la ville après quatre ans de guerre. Les décos de Noël étaient partout et on

a pu voir les affiches des théâtres et de l'opéra annonçant des spectacles réguliers. Les dégâts causés par une attaque à la roquette sur l'imposant Derjprom³, dans le centre-ville, ont été presque entièrement réparés. Le soir, on a rendu visite aux membres de l'équipe de coordination des ONG humanitaires de Kharkiv. Iels sont très intéressé·es par les projets destinés aux enfants et aux jeunes, car iels s'occupent de 6000 enfants qui ont fui les zones de combat pour se réfugier à Kharkiv et qui ont un besoin urgent de changer d'air.

À Sumy, chez Iskra Dobra

La dernière étape de notre voyage a été Sumy, capitale de la grande province du même nom, frontalière avec la Russie au nord-est de l'Ukraine. Nous voulions rendre visite aux volontaires d'*Iskra Dobra* (L'Étincelle du bien). L'équipe s'est liée d'amitié avec le Comité d'Aide Médicale Zakarpattyia, nos amies d'Oujhorod.

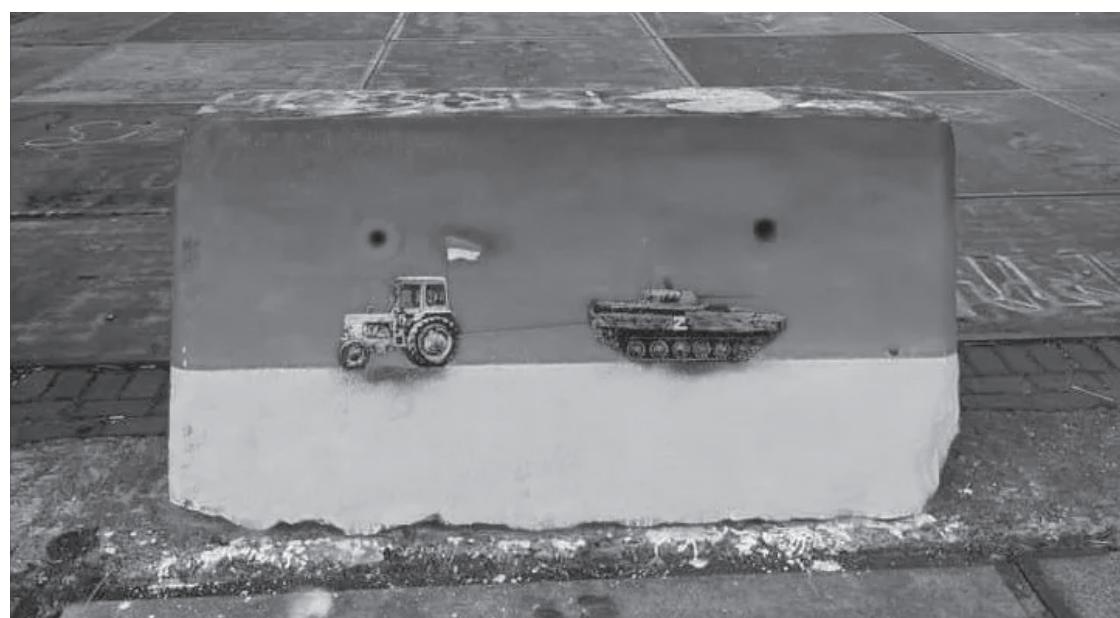
Oleh Bibikov et Ihor Kukobko sont deux jeunes restaurateurs de la ville de Tchernihiv, dans le nord de l'Ukraine. En 2022, Tchernihiv a été assiégée par les Russes pendant 42 jours et la ville a beaucoup souffert des bombardements. Pendant cette période, ils ont commencé à préparer des plats chauds pour les équipes de secouristes, en réunissant jusqu'à 300 volontaires. Puis ils ont eu l'idée de monter une cuisine mobile pour les personnes dans le besoin. En quatre années de guerre, ils ont été présents, avec leur camion-cuisine, dans presque toutes les zones du front, de Kherson au Donbass et à Kharkiv, et maintenant dans le Nord, à Sumy. Tous deux sont d'inconditionnels optimistes et d'un caractère très joyeux, ce qui influence grandement l'ambiance dans leur équipe.

À notre arrivée, nous avons tout de suite été affecté·es au remplissage des boîtes isothermes par du sarrasin. Tout était filmé en continu, au rythme d'un folk-pop ukrainien tonitruant sortant des haut-parleurs, dans une ambiance de rires, de chants et de cigarettes fumées à la chaîne (mais dehors, dans le froid).

L'organisation nous a semblé parfaite. *Iskra Dobra* distribue entre 1500 et 2000

repas chauds par jour. Le camion-cuisine est garé dans un parc au centre-ville. Cela a semblé moins risqué que de s'installer dans une zone plus construite, où il y a fréquemment des frappes de drones et de missiles. Les réfugié·es arrivent peu avant midi au bureau central de l'État civil situé à proximité, un immense bâtiment de style soviétique. Iels sont enregistré·es les un·es après les autres et admis·es par groupes. La plupart viennent chercher des repas pour des familles entières, trois à huit personnes. Tout se passe dans le respect et la bonne humeur.

Les gens qui viennent chercher les repas n'ont pas l'air particulièrement pauvres, souvent iels ressemblent à des institutrices ou à des médecins



Symboles de la guerre

à la retraite. La plupart ont fui les zones frontalières pour se réfugier là. Pourtant la ville non plus n'est pas très sûre. Située à seulement 30 km de la frontière russe, elle subi quasi quotidiennement des attaques de drones et est souvent aussi la cible de missiles.

Il faut savoir, si vous avez l'intention de vous y rendre, que les contrôles à l'entrée et à la sortie de la ville sont très stricts, en particulier pour les étranger·es. Pour ne pas risquer des ennuis, il faut pouvoir expliquer la raison exacte de votre visite et avoir des contacts sur place. Avoir un numéro de téléphone russe sur son portable peut entraîner de sérieux ennuis.

Le collectif *Iskra Dobra* se réjouit d'accueillir des bénévoles étranger·es, qui sont pris·es en charge par l'équipe. Il y a des places pour dormir directement dans le *food*

truck, mais il est aussi possible de louer, pour pas cher, une chambre en ville.

Dans ce compte-rendu de voyage vous avez fait connaissance avec quelques belles initiatives. Actuellement l'Ukraine vit son quatrième hiver de guerre, plus dur encore que les précédents. S'il n'y avait pas tous ces gens qui se regroupent et qui font tout ce qu'ils peuvent, l'Ukraine aurait dû capituler depuis longtemps.

Il est précieux de les rencontrer, de les écouter, d'être avec eux.

Jürgen Kräftner

Membre FCE - Ukraine

1. <https://hellskitchenukraine.org/>

2. <https://www.volunteeringukraine.com/en>

3. Ensemble de bâtiments d'architecture constructiviste situé sur la place de la Liberté, dans le quartier de Chevtchenko à Kharkiv, en Ukraine. Le monument a été bombardé et partiellement détruit par la Russie le 28 octobre 2024.

familles vivent de l'agriculture, plusieurs jeunes, un frère, un mari, un fils, sont absents. Nous rencontrons une autre famille, la mère n'a pas de nouvelles de son mari depuis 25 ans. Toutes ces années ont été jalonnées de rumeurs sur des possibles traces de son mari, et lorsqu'elle consulte son marabout, celui-ci voit toujours son mari vivant. Alors sa famille n'a pas organisé d'obsèques, et depuis tout ce temps, elle attend. Lorsque nous allons saluer le chef de village, il nous apprend qu'une voisine n'a plus de nouvelles de son fils depuis 10 mois. Elle n'en avait pas parlé. Il raconte cette difficulté pour les familles de poser des mots sur leur douleur par peur du jugement et de la répression. Nous l'accompagnons lui rendre visite. Malgré la surprise de notre venue, elle nous parle de son fils Assane Bah, dont elle a eu pour la dernière fois des nouvelles alors qu'il s'apprétait à embarquer sur une pirogue en Mauritanie. Quelques jours plus tard, quelqu'un lui a dit que la pirogue était arrivée, mais il est presque impossible de vérifier cette information.

Depuis des années déjà, *Boza Fii* et *Alarm Phone* se heurtent à la difficulté de retrouver la trace de celles et ceux parti·es en voyage. Il n'existe pas d'organisme international de recherche pour les disparu·es en migration. Pourtant, partout des personnes recherchent leurs proches. Des informations circulent entre des familles, des militant·es, des ONG et des exilé·es de manière informelle. Parfois les personnes sont arrivées mais ont perdu tous leur contacts, parfois elles sont incarcérées. Dans ces cas, elles arrivent en général à contacter leur famille au bout d'un moment. Mais il y a aussi ce qu'on appelle les naufrages invisibles. Ces pirogues disparues en mer sans laisser de trace. Combien de personnes ont disparu dans ces naufrages invisibles? La route migratoire des îles Canaries est connue pour être la plus meurtrière, parmi celles empruntées pour rejoindre l'Europe.

Notre présence auprès des familles lors de la caravane permet avant tout de créer du lien pour ouvrir la possibilité de parler, de trouver un instant de réconfort et parfois de trouver quelques réponses. La ligne de crête entre manifester de la compassion tout en prenant soin de ne pas raviver l'angoisse des questions sans réponses est délicate à tenir. «*On va aller l'écouter, ça va soulager*», nous dit Vieux Ndiaye, qui connaît lui-même la douleur de la perte. «*Métina, Masta*» (c'est triste, je compatis) lui dit-on en écoutant son récit. Au fil de nos déambulations dans les chemins et les rues ensablées, les portes ne cessent de s'ouvrir sur des récits de pertes. Comme un labyrinthe dans lequel il n'y a pas de sortie, nous prenons conscience de l'ampleur du phénomène, diffus et massif mais totalement invisibilisé. Ici au Sénégal, à part de manière très minime par le CICR⁴, il n'existe aucune initiative pour soutenir les familles. Notamment, d'un point de vue psycho-social, les parents sont totalement laissés à eux mêmes dans des situations de deuil impossible qui parfois absorbent toute leur énergie et les rendent malade. La seule action du gouvernement a été de mettre en place, depuis octobre 2024, un numéro vert pour inciter à la dénonciation de tout comportement susceptible d'être identifié comme une préparation à un départ.

SÉNÉGAL

Migrer pour vivre, pas pour mourir

Une caravane à travers le Sénégal à la rencontre des familles de disparu·es. En 2024, 43.000 personnes sont arrivées aux îles Canaries par la voie maritime. Mais l'ONG *Caminando fronteras* estime à plus de 10.000 les personnes disparues lors des traversées. Voilà maintenant des années que l'on entend ces chiffres terrifiants, qui ne viennent que s'ajouter à des statistiques impuissantes. On se demande à quoi ils servent, s'ils ne permettent pas que la situation change et que les naufrages cessent?

L'association *Boza Fii*¹ au Sénégal lutte pour la liberté de circulation, et pour la dignité des personnes disparues. Chaque année elle organise une caravane à travers le pays pour rencontrer les familles de migrant·es décédé·es ou disparu·es sur la route de l'Europe.

Boza Fii se bat contre les frontières dans son pays, mais aussi au niveau international au sein du réseau *Alarm phone*². C'est en tant que camarades de lutte que nous avons été généreusement accueilli·es sur la caravane. Approfondir les liens internationaux nous paraît essentiel pour renforcer nos combats. En tant que Français·es, nous bénéficions du privilège de voyager librement. Par ce récit, nous souhaitons partager les expériences de luttes de nos camarades, qui n'ont pas la possibilité de venir les porter en Europe.

Pour la quatrième édition de sa caravane des disparu·es, le convoi de voitures de l'association *Boza Fii* se met en branle depuis la banlieue de Dakar, direction Tambacounda. Des heures de trajet pour nous mener à l'est du Sénégal, dans une contrée à la croisée des routes du Mali, de la Guinée et de la Gambie. Cette région rurale est marquée, comme beaucoup d'autres, par de nombreux départs vers l'Europe par les voies longues et dangereuses de la mer et du désert. Presque chaque foyer a une histoire d'un·e proche disparu·e en migration. Parfois, les personnes ont fait *boza*, ce mot de victoire pour dire qu'elles ont posé le pied en Europe. Mais trop souvent, ces personnes manquent à leur famille qui n'ont aucune nouvelle d'elles, depuis 8 mois, 4 ans, 10 ans...

La caravane

Une trentaine de membres de *Boza Fii* l'accompagnent. La plupart ont tenté l'aventure de la migration pour finalement rentrer au pays armé·es de tous ce que leur voyage a pu leur enseigner, ou bien ont malheureusement perdu des êtres chers sur les routes migratoires. On transporte avec nous la cuisine, l'écran de projection géant gonflable, la sono, les banderoles, les tee-shirts de l'association. L'idée est de rester deux jours dans chaque localité pour dix jours au total.

On commence par Kothiary, gros village en périphérie de Tambacounda. En arrivant, alors qu'une équipe va présenter l'initiative au maire, aux délégué·es de quartier et à l'imam, une autre installe l'espace de discussion et de projection sur une petite place. Le premier soir, des films sont projetés sur la répression de la migration par l'Europe, sur la recherche des disparu·es³ ou bien le film *Moi, capitaine* qui raconte le voyage difficile de deux jeunes sénégalais jusqu'en Italie.

Le lendemain, nous allons rendre visite aux familles victimes de la migration. Nous rencontrons Vieux Ndiaye, il habite à Ndiaback, un petit village à vingt kilomètres de là. Son frère, Daouda Ndiaye, est parti il y a dix ans. Vieux Ndiaye a dû arrêter ses études pour prendre en charge la femme et les deux enfants de son grand frère disparu. Un jour, on l'a appelé pour lui annoncer qu'il y avait eu un naufrage et que son frère ne faisait pas partie des rescapé·es. La famille a alors organisé des obsèques. Dans son village, où quelques

C'est à cette invisibilisation et cette criminalisation, entre autres, que s'attaque le travail de Boza Fii.

Ñun dañuy boza fii, su meunoul nekk fi ñu dem fé⁵

Boza Fii existe depuis 2020 au Sénégal, et porte publiquement un discours unique et courageux sur les problématiques liées à la migration en Afrique de l'Ouest. *Boza Fii* qui signifie «réussir ici tout autant que réussir là-bas» revendique un droit à la migration comme un droit de voyage pour chacun·e et condamne le fait que les voies légales soient rendues impossibles par des politiques de visas extrêmement restrictives. L'objectif de *Boza Fii* consiste à parler des réalités concrètes de la migration, afin que, s'ils doivent avoir lieu, les départs soient mieux préparés. Une grande partie de son travail est de faire de la sensibilisation pour défaire la rhétorique gouvernementale et la sémantique répressive selon laquelle la personne qui décide de migrer est une clandestine, une criminelle, ou au mieux, mentalement instable et qu'elle est responsable de s'être mise en danger. Cette rhétorique s'est imprégnée dans la population sénégalaise et jusque dans les familles, en les condamnant au silence et à la culpabilisation. Dissuader l'émigration ne fonctionne pas. «*Tu peux voir un·e jeune assister aux funérailles d'un·e proche naufragé·e en mer et prendre une pirogue le soir même*» commente un membre de *Boza Fii*. La détermination à partir chercher un autre avenir est parfois plus grande que la peur de mourir, parce qu'elle s'ancre dans un ensemble de pressions sociales et de rêves puissants.

Chaque personne qui décide de migrer a des raisons de le faire, et il en existe de multiples. On pourrait se risquer à les énumérer, mais indéniablement, celles-ci tournent toutes autour

d'un ordonnancement profondément injuste et néocolonial du monde. Un ordonnancement dans lequel l'Europe continue de restreindre les possibilités d'autonomie en Afrique de l'Ouest tout en jouissant encore d'un prestige et d'une image désirable dans les imaginaires. L'Occident, à travers son idéologie dominante, place le curseur de ce qu'est «bien vivre» ou «réussir sa vie» tout en gardant captives les richesses pour y accéder. Et pour couronner le tout, il s'octroie le privilège exclusif de la liberté de circulation. Il y a quelque chose de maléfique dans ce mécanisme.

Dans son travail, *Boza Fii* pointe la responsabilité de l'Union européenne dans la mise en danger des personnes qui résulte des accords d'externalisation de ses frontières. À mesure que s'intensifie la répression, les points de départ pour les Canaries s'éloignent toujours plus au Sud, le long de la côte atlantique: du Maroc vers la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie et la Guinée. La *Guardia Civil* espagnole est présente sur le sol des pays de départ pour des opérations de surveillance et de contrôle. En mer, la répression prend la forme d'une non-assistance délibérée qui s'ajoute aux difficultés propres à la traversée.

Pour donner un exemple, il y a tout juste un an, dix jeunes du village de Foundiougne au bord du fleuve Saloum, ont pris une pirogue qui s'est perdue en mer pendant dix jours. Le réseau *Alarm Phone* a communiqué la position GPS de la pirogue et alerté sans relâche les autorités espagnole et marocaine et pour qu'elle soit secourue. Rien n'a été fait. L'embarcation à la dérive a finalement été trouvée par des pêcheurs mauritaniens au large de Nouadhibou, mais la météo difficile et les jours passés en mer ont provoqué le décès ou la disparition de 32 personnes et à l'arrivée des rescapés, 73 personnes ont dû aller à l'hôpital. Entre le moment où l'alerte a été donnée, et le moment où la pirogue a

finalement été trouvée en Mauritanie, il s'est passé cinq jours. Cinq jours de non-assistance manifeste. Il est évident que si un voilier de plaisance européen émettait des signaux de détresse, les mêmes autorités feraient tout leur possible pour le sauver, tandis qu'une embarcation avec plus de 200 personnes à bord est abandonnée à son sort. Il ne s'agit pas d'un problème d'humanisme mais d'un crime qui laissent endeuillées des milliers de familles sur le continent africain.

Boza Fii se bat pour libérer la parole et pousser les familles de victimes à se faire entendre et à constituer des associations. Cela a déjà commencé, des collectifs se sont créés à l'initiative de personnes ayant perdu des proches, comme l'association d'Aminata Boye à Mbour (COVES, Collectif des Victimes de l'Émigration au Sénégal).

Pour l'heure, la caravane se poursuit à Tambacounda, nous avons rencontré plusieurs familles dont les enfants sont partis dans la même pirogue. Des photos circulent, des gestes pudiques de peine et de réconfort, des verres de thé et des prières avant de reprendre la route...

Nos pensées vont à toutes les personnes disparues sur les routes de la migration et leurs familles.

Liberté de circulation pour toutes et tous!

Marta et Théo,
des camarades français de *Boza Fii*

1. *Boza Fii* est une association à but non lucratif qui ne fonctionne qu'avec des bénévoles et des dons. Vous pouvez suivre ses activités sur les réseaux sociaux et la soutenir ici <<https://bozafii.org>>

2. *Alarm Phone* est une ligne téléphonique d'urgence pour soutenir les personnes migrantes lors de leur traversée en mer vers l'Europe. C'est un aussi un réseau transnational qui lutte pour la liberté de circulation et contre les politiques d'externalisation des frontières.

3. <<https://littlebigstory.fr/productions/numero-387-disparu-en-mediterranee>>.

4. Comité international de la croix rouge.

5. Extrait d'une chanson de *Boza Fii*: *Nous voulons réussir ici, si ce n'est pas possible nous irons là-bas.*



« Renaître » de Yancouba Badji